



## **PRÉFET DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau des enquêtes publiques et des  
installations classées

### **ARRÊTÉ du 9 août 2024 mettant en demeure la Communauté de communes de la région de Guebwiller relative à son unité de méthanisation à Issenheim**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 ;

**VU** la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**VU** la rubrique 2781-2-a de la nomenclature des ICPE ;

**VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**VU** l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 200806414 du 4 mars 2008 portant autorisation d'exploiter un digesteur avec valorisation de biogaz sur le site de la station d'épuration intercommunale d'Issenheim à la Communauté de communes de la région de Guebwiller, au titre Ier du Livre V du Code de l'environnement et suivant ;

**VU** la visite d'inspection du site le 14 février 2024 ;

**VU** le rapport du 1<sup>er</sup> juillet 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées, relevant les constats effectués lors de la visite du 14 février 2024 ;

**VU** la transmission du rapport de visite à l'exploitant du 8 juillet 2024 ;

**VU** les observations apportées par l'exploitant du 22 juillet 2024 dans le cadre des 15 jours de contradictoire sur le rapport de visite ;

**Considérant** que l'article 18.1.7 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé, qui prescrit :  
*« Les gaz de combustion de la torchère doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant au moins 0,3 seconde. La température est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi » ;*

**Considérant** que l'exploitant ne suit pas ses paramètres de combustions tel que prescrit à l'article 18.1.7 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008 susvisé; que la température n'est pas mesurée en continu et qu'aucun enregistrement n'a été présenté au service d'inspection ;

**Considérant** que l'exploitant a communiqué des éléments justifiant du respect des dispositions de l'article 18.1.7 de l'arrêté du 04 mars 2008 par courriel du 22 juillet 2024 susvisé ; qu'en conséquence, il n'y a plus lieu de procéder à une mise en demeure pour cette prescription ;

**Considérant** que l'article VIII de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé prescrit :

*« L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes » ;*

**Considérant** qu'aucun contrôle n'est pratiqué à l'entrée du site et qu'il a été constaté, le jour de l'inspection, l'absence d'une partie de la clôture le long de Lauch ;

**Considérant** que la Communauté de communes de la région de Guebwiller a indiqué, par courriel du 22 juillet 2024 susvisé, que l'accès au site s'effectue sur rendez-vous et qu'une demande de devis a été effectuée auprès d'un prestataire pour réparer la clôture, que cette demande de devis est insuffisante pour répondre aux dispositions de l'article VIII de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

**Considérant** que l'article V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé prescrit :

*« Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets*

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
H2S	sans	semestrielle
NH3	20 mg/Nm3 (1)	Semestrielle (3)
Concentration d'odeurs	500 ouE/Nm3 (2)	Semestrielle (3)

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.

(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH3 et de H2S.

(3) *La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH3, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs. » ;*

**Considérant** qu'aucun contrôle des émissions n'a été présenté par l'exploitant au service d'inspection ;

**Considérant** que la Communauté de communes de la région de Guebwiller a indiqué par courriel du 22 juillet 2024 susvisé qu'un rendez-vous a été pris avec un prestataire pour mettre en place la surveillance de ses rejets, que ce rendez-vous ne permet pas de répondre aux dispositions de l'article V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

**Considérant** que l'article VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé prescrit :

*« L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :*

*Prévention de la corrosion.*

*Cela inclut des techniques telles que : le choix approprié des matériaux de construction. » ;*

**Considérant** que le rapport de mise en conformité au bref WT du 23 avril 2021 fait état d'une canalisation enterrée de DN200 en fonte, entre le gazomètre et le pot de purge, présentant un risque important de corrosion et devant être renouvelée et que l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un rapport indiquant si cette canalisation est en capacité de remplir ses fonctions sans danger ;

**Considérant** que la Communauté de communes de la région de Guebwiller a indiqué par courriel du 22 juillet 2024 susvisé qu'un rendez-vous a été pris avec un prestataire pour un diagnostic de la conduite et que les travaux de réhabilitation seront intégrés aux futurs travaux de réhabilitation de la station d'épuration avec un objectif de réalisation en 2027 ; qu'aucun élément technico-économique n'a été présenté pour justifier ce délai ; que l'état de la canalisation présente des risques pouvant être à l'origine de situations accidentelles ; que dans ces conditions, une mise en conformité dans un délai réduit est requise ;

**Considérant** que l'article V de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé prescrit :

*« L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières. » ;*

**Considérant** que le torchage est utilisé par l'exploitant lorsque sa production de biogaz est supérieure à ses besoins ; que le dossier de réexamen IED précise que *« La production de biogaz étant excédentaire, l'utilisation de la torchère est donc continue. » ;*

**Considérant** que la Communauté de communes de la région de Guebwiller a indiqué par courriel du 22 juillet 2024 susvisé qu'un maître d'œuvre serait recruté fin 2025 et que les travaux seraient réalisés dans le cadre de la réhabilitation de la station d'épuration avec un objectif à 2027 ; que des engagements ont déjà été pris par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller dans la cadre du réexamen IED ; qu'aucun élément technico-économique n'a été présenté pour justifier ces nouveaux délais ; que ces dispositions sont applicables depuis le 17 août 2022 et qu'un tel report de délai n'est pas acceptable ;

**Considérant** que l'article L. 515-30 du code précité prescrit :

*« L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le*

7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.» ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas présenté au service d'inspection le rapport de base prescrit lors du réexamen réalisé en application de l'article L. 515-28 du code précité, ni communiqué d'éléments justificatifs de sa non-réalisation ;

**Considérant** que la Communauté de communes de la région de Guebwiller a indiqué par courriel du 22 juillet 2024 susvisé que le dossier de réexamen a été réalisé en 2021 ; que le dossier communiqué ne comporte ni le rapport de base précité, ni un mémoire justifiant qu'un rapport de base n'est pas nécessaire ;

**Considérant** les termes de l'article L. 171-8 du code précité : « *L.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1 :

La Communauté de communes de la région de Guebwiller dont le siège social est 1 rue des Malgré-Nous à Guebwiller (68500), est mise en demeure, pour son exploitation d'un digesteur avec valorisation de biogaz, sur le site de la station d'épuration urbaine d'Issenheim, relevant des rubriques 2781-2-a et 3532 de la nomenclature des installations classées, de respecter les prescriptions précisées aux articles suivants, dans les délais qui y sont indiqués.

### Article 2 :

**Dans un délai d' 1 mois**, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article VIII de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé :

« *L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes. [...]* ».

### Article 3 :

**Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé :

« *Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets.*

*Effluents gazeux :*

*Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique.*

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
H2S	sans	semestrielle
NH3	20 mg/Nm3 (1)	Semestrielle (3)
Concentration d'odeurs	500 ouE/Nm3 (2)	Semestrielle (3)

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeur.

(2) *Au lieu de surveiller la concentration d'odeur, il est possible de surveiller les concentrations de NH3 et de H2S.*

(3) *La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH3, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs. ».*

#### **Article 4 :**

**Dans un délai d'1 mois**, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé :

*« L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :*

*[...]*

*Prévention de la corrosion :*

- *le choix approprié des matériaux de construction ;*
- *le revêtement intérieur ou extérieur des équipements et l'application d'inhibiteurs de corrosion sur les tuyaux.».*

#### **Article 5 :**

**Au 31 janvier 2025**, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article V de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé :

*« L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières. [...]».*

#### **Article 6 :**

**Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article L. 515-30 du code précité :

*« L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.*

*Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.».*

#### **Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la Communauté de communes de la région de Guebwiller.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

signé

Augustin CELLARD

#### **délais et voies de recours**

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg peut être saisi par voie de recours formé contre cette décision et ce, dans les 2 mois, à partir de sa notification.